



RAPPORT DU MOIS DE MARS 2017

0. INTRODUCTION

Le présent rapport évoque les différentes violations des droits humains commis dans différentes localités du pays au cours du mois de mars 2017.

Comme il est de notre habitude, notre rapport mensuel procède par une analyse contextuelle de la situation sécuritaire, politique, judiciaire et sociale. Dans cette rubrique, nous évoquons un état d'insécurité toujours grandissante dans le pays, caractérisé par des attaques des groupes armés, des exactions des Imbonerakure, jeunes affiliés au parti CNDD/FDD, des fouilles perquisitions répétitives et intempestives opérés par la police avec ou sans l'armée après lesquels plusieurs personnes sont arrêtées alors qu'aucune arme ou autres objets suspects n'ont été saisis. Dans ces conditions, plusieurs personnes sont tuées presque en catimini et les leurs ne savent jamais qui les a tué.

Dans le domaine judiciaire, le rapport mentionne des cas d'arrestations arbitraires et de détentions illégales, d'enlèvement, des cas de personnes portées disparues où les victimes sont principalement les présumés opposants politiques, des membres des partis de l'opposition et des citoyens des zones et communes qualifiées de contestataires du 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA.

Au point de vue politique, le rapport s'appesantira sur les multiples marches manifestations qui sont devenues le cheval de bataille du pouvoir et de ses alliés pour s'opposer aux différentes décisions de la communauté internationale et pour soutenir le pouvoir en place.

Après cette analyse contextuelle, ce rapport met en exergue les cas d'atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique connus en faisant ressortir les types d'auteurs.

Les cas de torture, de traitement inhumain, cruel et dégradant ont également été évoqués, avec un accent particulier aux militaires arrêtés et soupçonnés de soutenir l'opposition ou les rebelles au 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA.

Enfin, en guise de conclusion, nous ferons quelques recommandations pour l'amélioration du respect des droits humains au Burundi.

1. CONTEXTE SECURITAIRE, POLITIQUE, JUDICIAIRE ET SOCIAL.

1.1. Plan sécuritaire

Au cours du mois de mars 2017, la paix et la tranquillité de la population ont été perturbées comme il a été toujours constaté depuis le déclenchement des hostilités suite à la déclaration du 3^{ème} mandat par Pierre NKURUNZIZA.

Voici certains cas :

1) Le soir du 6 mars 2017 vers 18h30, des coups de feu ont été entendus en zone Rohero de la commune Mukaza en Mairie de Bujumbura. Selon la police, un voleur armé d'une Kalachnikov voulait voler de l'argent d'une dame qui venait du centre ville de la capitale Bujumbura en se rendant en zone Bwiza. Lorsque la dame est arrivée près de l'école indépendante tout près de l'avenue de l'Université qui sépare les 2 zones, un bandit armé a braqué son fusil sur la dame ; l'exigeant de lui donner l'argent qu'elle avait dans son sac à main. C'est alors que le policier qui était aux environs a été alerté et a tiré plusieurs coups de fusils pour dissuader le voleur. Un échange de tirs a eu lieu avant que le voleur ne prenne la fuite en abandonnant son arme. D'après la police, aucun dégât n'est à déplorer. Cette incident a créé un traumatisme dans les populations des zones Rohero et Bwiza qui sont toujours sous le choc des hostilités déclenchées par la volonté de Pierre NKURUNZIZA et où, chaque jour, il y'avait des coups de feu.

2) Dans la nuit du 14 au 15 mars 2017, deux personnes à bord d'une voiture de marque Toyota, type Probox ont tombé dans une embuscade tendue par des personnes armées des fusils. Les malfaiteurs ont d'abord tiré sur cette voiture avant de kidnapper Félix NDAYIZIGIYE et Célestin BAREKENSABE alias Kigongo aurait échappé de justesse. Ce dernier a été vite arrêté par la police de Gihanga pour des raisons d'enquête. Après avoir passé une nuitée au cachot du poste de police de Gihanga, il a été transféré au cachot du Service National de Renseignement (SNR) à Bujumbura par le N°1 de ce service en province Bubanza. Sa famille n'a cessé de s'inquiéter sur le sort de cette personne qui devrait être protégée après avoir échappé à la mort mais qui a été arrêtée comme s'elle était un assaillant. Félix NDAYIZIGIYE a regagné sa famille une semaine après mais là, aussi, il a d'abord subi un interrogatoire au poste de police de Gihanga avant de rentrer chez lui. Selon des sources sur place, la population a douté de l'innocence des forces de sécurité dans le kidnapping de Félix NDAYIZEYE.

3) Dans la nuit du 19 au 20 mars 2017, des personnes en tenues militaires et armées de fusils ont attaqué une étable des vaches appartenant au prénommé Melchior, en Zone Buringa de la Commune Gihanga en province Bubanza. Un certain Astère alias Gasongo a été blessée poignardé.

4) En date du 19 mars 2017, vers 1h du matin, OPC1 NAHIMANA Jean Marie Vianney, chef adjoint de la police judiciaire de la zone Kanyosha en commune Muha en Mairie de Bujumbura, a brûlé sa maison et sa sa famille (sa femme et ses 4 enfants) ont failli y périr. La police est

intervenue rapidement et est parvenue à sauver la famille. Mais la maison a brûlé avec tous les biens familiaux.

5) Le 22 mars 2017 vers 21 heures, sur la colline Mago de la commune Nyabitsinda en province Ruyigi, le chef de cette colline le nommé NGARAMA Gérard, membre du parti CNDD-FDD, a incendié la maison de NYAMVURA. N'eut été le secours de ses voisins, sa famille allait être consumée par le feu et tout le monde allait y périr. Cet élu collinaire a été pris en flagrant délit mais n'a pas été arrêté car il a été couvert par les administratifs de son hiérarchie.

6) Dans la nuit du 26 au 27 mars 2017, un groupe de personnes armées de fusils ont tenté de voler plusieurs vaches qui se trouvaient dans la réserve de Rukoko en commune Gihanga de la province Bubanza. Suite à l'intervention des militaires, tout ce bétail a été récupéré. Au cours des échanges des balles, un militaire a été blessé. Cela a terrorisé la population qui habite dans les environs de cette réserve naturelle à telle enseigne que plusieurs personnes ont failli fuir.

7) Dans la nuit du 26 au 27 mars 2017 aux environs de 20 heures, sur la colline Mugaruro, Gahwazi¹, trois personnes munies d'un fusil ont tiré sur KARENZO Nicodème quand il sortait de sa maison pour aller se soulager à l'extérieur. Un parmi les malfaiteurs a été arrêté et la population voulait se faire justice n'eut été l'intervention policière. La victime a été vite conduite à l'hôpital pour les soins. Les conflits fonciers seraient derrière cet acte ignoble.

1.2. Plan politique

Dans le secteur politique, les marches manifestations organisées par le pouvoir ont dominé le mois de mars 2017.

Ainsi, en date du 4 mars 2017, une marche manifestation a été organisée en mairie de Bujumbura par la Conseil National de la jeunesse du Burundi (CNJB). Les manifestants se sont rassemblés sur le boulevard du 28 novembre et ont marché vers la place de l'Indépendance. Sur les banderoles, on pouvait lire des slogans de soutien aux institutions issues des élections de 2015. Des messages dénonçaient aussi les opposants qui ont tenté un coup d'Etat, en mai 2015. Ils ont réaffirmé leur soutien au Président Pierre NKURUNZIZA. Ils s'en sont également pris aux Nation Unies et au facilitateur William Benjamin Mkapa. Ils l'accusaient de vouloir instaurer un gouvernement de transition.

1.2. Plan judiciaire

Tout au long du mois de mars 2017, des centaines de personnes ont été arrêtées arbitrairement et détenues dans des conditions illégales et inhumaines souvent dans des cachots clandestins. D'innombrables personnes ont été arrêtées ou enlevées, portées disparues et n'ont plus été retrouvées par les leurs.

Des policiers, des agents du SNR, des Imbonerakure affiliés au parti CNDD-FDD au pouvoir sont pointés du doigt comme étant les auteurs de la plupart de ces violations de droits humains et les victimes sont des présumés opposants au 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA. Des

membres du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA et des habitants des zones dites contestataires du troisième mandat restent la cible privilégiée de la répression aveugle organisée par le pouvoir du tyran Pierre NKURUNZIZA. Des militaires et policiers ex-FAB ont été aussi victimes de répression au cours de cette période du rapport avec 7 arrêtées. Le phénomène de justice populaire est aussi relevé dans ce rapport. Il découle de l'impunité des crimes qui est accordée aux proches du parti CNDD-FDD. Des membres de ce parti impliqués dans différents crimes jouissent de l'impunité avec une complicité affichée des pouvoirs publics.

Les cas suivants sont très parlants :

1) Ambroise BASHIRAHISHIZE, militaire ex – FAB en retraite, a été arrêté par la police en date du 1^{er} mars 2017 après une fouille perquisition opérée à son domicile situé sur la colline Kinoso en commune et province Makamba. Une paire de bottines et des chaussettes militaires usées ont été trouvées dans sa maison. Selon des témoins, la fouille ne visait que des retraités ex-FAB. BASHIRAHISHIZE a été détenu au poste de police à Makamba. Selon la police, il n'y a pas d'infractions à sa charge sauf ces objets militaires saisis à son domicile. Il a été relâché dans l'après-midi du 2 mars 2017, selon les mêmes sources. Des sources en province Makamba ont indiqué que des policiers et militaires ex-FAB sont souvent victimes d'arrestations, ces derniers jours, dans cette province. Les habitants de la localité disent plutôt que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet d'emprisonnement et de tueries des Ex-FAB car d'autres Ex-FAB de la localité sont déjà victimes de détention arbitraire.

2) En date du 2 mars 2017, des policiers et des militaires ont opéré une fouille perquisition et contrôle des cahiers de ménages depuis la 13^{ème} à la 15^{ème} avenue de la zone Cibitoke en commune Ntakangwa de la Mairie de Bujumbura. Ils ont arrêtés 40 personnes qui ont été par la suite relâchées après avoir payé une somme de 10.000 FBU chacune. Des sources sur place ont indiqué que la signature du chef de quartier dans les cahiers de ménages est de 6.000 FBU pour ceux qui ne l'avaient pas. Au cours de cette fouille, 5 personnes (4 hommes et 1 dame) de la 14^{ème} avenue, ont été arrêtés sans mandat d'arrêt et sans être signifiés du motif de leur arrestation.

3) En date du 2 mars 2017, Léonidas BUMAKO, agent du COPED, a été arrêté dans un bar à Kayogoro en province Makamba par le Major GAHOMERA, commandant du 221^{ème} bataillon basé en province Ruyigi. Des sources sur place ont indiqué que cette arrestation serait liée aux activités de son frère qui est pour le moment en cavale car, accusé d'avoir perturbé la sécurité du pays. Ce Major était en visite familiale lors de cette arrestation.

4) Augustin KABAYABAYA, détenu de la prison de Muramvya a été enlevé par la police en date du 2 mars 2017. Selon des sources sur place, Augustin KABAYABAYA avait été appelé à la direction de la prison puis il n'est plus revenu dans sa cellule. Il était étudiant de l'université de Mwaro en 2015 au moment de son arrestation, accusé d'être contre le 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA. Il a été retrouvé en prison centrale de Mpimba.

5) En date du 3 mars 2017 vers 17 heures, six (6) personnes non identifiées dont 3 femmes et 3 jeunes hommes ont été enlevées par le chef de poste Rohero prénommé Guillaume.

Selon des sources sur place, ces personnes ont été enlevées sur l'avenue de la mission, au centre-ville de la capitale Bujumbura puis embarquées à bord d'une camionnette de marque Toyota de type pick-up puis conduites vers une destination inconnue.

6) En date du 4 mars 2017 vers 12 heures, un jeune homme prénommé Laurent a été arrêté par la police au quartier Nyakabiga en commune Mukaza de la Mairie de Bujumbura et porté disparu. Selon des sources sur place, deux policiers ont fouillé sa chambre, l'ont menotté et l'ont conduit vers une destination inconnue.

7) En date du 4 mars 2017, des policiers et des militaires ont opéré une fouille perquisition depuis la 8^{ème} jusqu'à la 10^{ème} avenue du quartier Mutakura de la zone Cibitoke en Mairie de Bujumbura. Ils ont arrêtés 7 personnes dont une femme. Aucun mandat d'arrêt n'a été montré à ces personnes ni le motif de ces arrestation ne leur à été signifié.

8) En date du 4 mars 2017, Major Jean Claude NIBAYUBAHE alias Suguru, a été arrêté par des agents du SNR en zone Musaga de la Mairie de Bujumbura. Selon des sources sur place, cet officier des Forces de Défense Nationale (FDN) s'est disputé avec un Imbonerakure dans un bar communément appelé «Chez Decobu» jusqu'à se battre. Il a par la suite été enlevé par des agents du SNR puis conduits au cachot de la zone Musaga en Mairie de Bujumbura. Selon nos sources, Major Jean Claude NIBAYUBAHE alias Suguru a été libéré le 5 mars 2017 suite à l'intervention des amis de sa promotion à l'ISCAM.

9) En date du 4 mars 2017, deux hommes NDUNDURI NIKOYANGIZE et Innocent NKENGURUTSE ont été arrêtées sur la colline Kanyunya en zone Rukina de la commune Mukike en province de Bujumbura rurale. Selon des sources sur place, ces personnes ont été arrêtées lors d'une fouille perquisition menée par des militaires et policiers sur cette colline. Les mêmes sources ont indiqué que rien de compromettant n'a été trouvé chez elles mais les victimes ont été embarquées à bord d'un camion du camp militaire de Mujejuru puis conduites vers une destination inconnue.

10) En date du 5 mars 2017, quatre élèves Mutabazi, Karibu et Arthémon du Lycée de Mihigo et Mugisha du Lycée libre méthodiste de Mihigo, ont été arrêtés par la police au marché de Mihigo en commune Busiga, province Ngozi puis conduits vers une destination inconnue. Selon des sources sur place, ces élèves ont été accusés de s'être rendus au Rwanda, pays voisin qui abriterait des rebelles putschistes. Les mêmes sources ont indiqué que ces élèves ont été arrêtés après avoir quitté le Rwanda où ils s'étaient rendus pour jouer un match de football et ont été emmenés au cachot de police de Mihigo. Ces jeunes venaient d'être recrutés par une équipe de football. En date du 7 mars 2017 aux environs de 8 heures, la police les a transférés au commissariat provincial de Ngozi. Ils ont été libérés après quelques jours.

11) En date du 5 mars 2017, sept (7) membres du parti d'opposition FNL, aile d'Agathon RWASA ont été arrêtés par la police à Kazirabageni en commune Nyanza-Lac de la province Makamba puis conduits au cachot du commissariat de police en province Makamba. Des sources sur place ont indiqué que ces personnes s'étaient retrouvés, le même jour, dans le deuil chez Prosper BAYISENGE, lui aussi membre du même parti. Un autre membre de ce parti, Pascal NDAYIKEZA, fonctionnaire à l'inspection de l'enseignement a été arrêté en date du 6 mars 2017 à Makamba. Ils sont tous accusés d'avoir tenu une réunion illégale. Des mobiles politiques seraient liés à ces arrestations qualifiées d'illégales la population de cette colline.

12) Docteur NDANIBENGA Pascal, médecin à l'hôpital de première référence de Bubanza a été arrêté par la police en date du 6 mars 2017. Les informations en provenance de l'hôpital de Bubanza ont indiqué que tout a commencé dans l'avant midi du 25 février 2017, quand un malade du CDS Ciya en commune Musigati a été référé à l'hôpital de Bubanza. A ce moment, un travailleur de cet hôpital a ouvert le portail pour permettre l'entrée de l'ambulance qui

amenait le patient. Du coup, selon les mêmes informations, le chauffeur a constaté que le malade en question n'était plus. C'est ainsi que le chauffeur s'est mis à crier comme quoi le patient n'a pas été secouru à temps. A ce moment, selon les mêmes témoignages, Docteur Pascal NDANIBENGA faisait un tour consultatif dans le bloc à l'intérieur de cet hôpital, pour dire qu'il n'y a jamais eu de contact entre ce médecin et le patient. Le 6 mars 2017, le procureur de la République à Bubanza a sorti un mandat d'arrêt de ce médecin. Les mêmes sources font savoir que Docteur Pascal NDANIBENGA a été interrogé par le substitut du procureur qui a constaté que son dossier était vide par manque d'éléments à charge. Mais cela n'a pas empêché qu'il soit mis en prison sur l'injonction du procureur. Le personnel de l'hôpital s'est fort indigné de cette emprisonnement au moment où le patient en question n'a même pas été accueilli dans le service d'urgence de cet hôpital. Ce personnel a plutôt pensé plutôt à des mobiles derrière cet emprisonnement et a demandé que ce docteur soit libéré sans condition. En date du 8 mars 2017, Calixte MANIRAGEZA, un travailleur de cet hôpital a été mis en prison après avoir été auditionné par le substitut du procureur. C'est ce même travailleur qui avait ouvert le portail quand une ambulance amenait ledit patient. Calixte MANIRAGEZA a rejoint le Docteur Pascal NDANIBENGA, tous accusés de ne pas secourir à temps ce malade. Les informations recueillies auprès du personnel de l'hôpital disent que même la Directrice de cet hôpital a comparu le 8 mars 2017 au bureau du substitut du procureur pour le même dossier. Selon des juristes, la détention du Docteur Pascal NDANIBENGA est politique. Elle a été décidée ailleurs, pas au parquet de Bubanza ou au TGI de ce ressort. L'accusation de «non-assistance et négligence d'une personne en danger» ne sont que des accusations fallacieuses, car le 4 mars 2017 dans une réunion de sécurité, le nom du Docteur NDANIBENGA a été évoqué. Il a été accusé de négligence des malades par un chef de zone Bubanza qui serait d'ailleurs derrière cette arrestation. La TGI Bubanza a confirmé son maintien en détention préventive lors de la chambre de conseil du 9 mars 2017.

13) Quatre élèves MUTABAZI, KARIBU, et Arthémon de l'Ecole Supérieur de Mihigo, ainsi que MUGISHA de l'Ecole Méthodiste Libre de Mihigo de la commune Busiga, province de Ngozi ont été arrêtés le 05 mars 2017 au marché de Mihigo par la police qui les accusait de venir du Rwanda. Ils ont été emprisonnés à Mihigo, puis transféré, le 07 mars 2017, dans la prison de Ngozi. Les familles n'ont cessé de s'inquiéter du sort dès leurs car le mobile de leur arrestation n'est pas fondé étant donné que venir du Rwanda n'est pas une infraction.

14) En date du 10 mars 2017, une personne répondant au nom de BIZIMANA Firmin, ressortissant de la zone Mugaruro, commune Gishubi, en province de Gitega a été enlevé par des agents du SNR et conduit dans un lieu inconnu dans un véhicule de ce même service. La victime était dans l'ambulance vers la destination de l'hôpital Gitega.

15) En date du 9 mars 2017, Caporal-chef Léon NIYONKURU a été arrêté par la police à l'aéroport international de Bujumbura alors qu'il venait d'être extradé de la Somalie où il était dans une mission de maintien de la paix. Il a été directement conduit et incarcéré dans l'un des cachots du SNR à Bujumbura. Selon la Police Militaire (PM) en Somalie, il était dans le 37^{ème} bataillon AMISOM. Avant d'aller dans cette mission, ces sources disent qu'il était affecté dans le 38^{ème} bataillon en province de Bururi comme chauffeur. Ce Caporal-chef a été extradé au moment où il venait de passer plus de 6 mois en mission de maintien de la paix. Selon les mêmes

sources il faisait des navettes lui seul entre le bureau principal vers l'académie militaire dans le cantonnement du contingent burundais en Somalie. De plus, ont poursuit les mêmes témoignages, la faute commise est normalement sanctionnée au sein de l'auditorat militaire et non au sein du SNR. Certains militaires se demandent pourquoi il a été conduit manu militari vers le cachot du SNR alors que même son renvoie constituait une forme de sanction. Les mêmes sources ajoutent que la faute reprochée à ce Caporal-chef serait un prétexte du pouvoir contre les ex-FAB qui sont dans cette mission. Précisons, à toutes fins utiles que, Léon NIYONKURU a été le chauffeur du Lieutenant Général Germain NIYOYANKANA quand il était ministre de la défense nationale.

16) En date du 10 mars 2017, en zone Gomvyi, commune Mutambu, province Bujumbura rural, 7 personnes dont 5 hommes et 2 femmes tous membres du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA ont été arrêtées par des policiers du poste de police de cette commune accompagné par le chef des Imbonerakure de la commune Mutambu. Selon nos sources, ils ont été accusés de tenir une réunion illégale dans la maison de Méthode NDUWAYO. Ils ont été détenus au cachot de la commune Mutambu.

17) Dans la matinée du 10 mars 2017, en commune Muha, zone Musaga, quartier Muzenga dans un endroit communément appelé « Ceceni », 18 personnes ont été arrêtées après la vérification des cahiers des ménage qui a eu lieu pendant une fouille perquisition mené par la police. Ces personnes ont directement été conduites au cachot de la zone Musaga pour question d'enquête selon la police. Précisons que, selon des témoins sur place, ces personnes arrêtées étaient enregistrées dans les cahiers de ménage. De plus, aucun objet suspect n'a été saisi dans leurs ménages.

18) En date du 14 mars 2017, un militaire en fonction et ex-FAB prénommé Lambert, a été arrêté et incarcéré au poste de police de Mabanda en province Makamba par des policiers en patrouille. Il a été libéré en date du 16 mars 2017. Il avait été arrêté sans mandat et le motif de son arrestation ne lui a pas été signifié jusqu'à sa remise en liberté.

19) En date du 14 mars 2017 vers 16 heures, Eddy NKUNZIMANA et NIYONKURU de la colline, zone et commune Mubimbi, province Bujumbura rural, ont été arrêtés par des Imbonerakure de cette localité. Selon nos sources, les 2 personnes ont été accusées de destruction d'un monument en construction du parti CNDD-FDD. Ces jeunes ont été détenus dans les locaux de la permanence du parti CNDD-FDD de la localité tout près de la position policière. Selon les mêmes sources, ces jeunes ont été sérieusement tabassés. Pour être libérés, chacun devrait payer une amende de 50.000 FBU.

20) En date du 14 mars 2017, sur la colline Ninga, village IV, 2ème avenue, entre la 10ème et 11ème transversale en commune Gihanga de la province Bubanza, Félix NDAYIZIGIYE et Célestin BAREKENSABE surnommé Kigongo, ont été arrêtés par des hommes inconnus armés de fusils qui ont ouvert le feu sur eux. Selon nos sources, ces hommes armés ont d'abord tiré sur les pneus du véhicule de marque Toyota, Type Probox dans lequel se trouvaient Félix NDAYIZIGIYE et Célestin BAREKENSABE. Ce dernier a réussi à s'échapper mais Felix NDAYIZIGIYE a été enlevé. Ces hommes armés se sont dirigés vers la forêt de Rukoko. Félix

NDAYIZIGIYE était le commissionnaire des parcelles, selon les mêmes sources. Cet enlèvement a été suivi par des arrestations et incarcérations, en date du 15 mars 2017, de Célestin BAREKENSABE, Emelyne NIBIGIRA et Chantal KWIZERA. Ces deux dernières sont des cousines de Félix NDAYIZIGIYE résidant à Buringa en commune Gihanga en province Bubanza. Toutes les 3 personnes arrêtées ont été conduites au cachot du poste de police de la commune Gihanga. Selon des sources sur place, Emelyne NIBIGIRA et Chantal KWIZERA ont été libérées tandis que Célestin BAREKENSABE serait transféré à la prison centrale de Mpimba. Félix NDAYIZIGIYE sera retrouvé le 20 mars 2017.

21) Deux jeunes gens, Divine KANEZA et Jean de Dieu NDIHOKUBWAYO, tous élèves au collège de Mukike en province de Bujumbura Rurale, ont été arrêtés par des agents de la sécurité du 1^{er} Vice-Président du Burundi, Gaston SINDIMWO. Ils ont été arrêtés sur la colline Nyarumanga, zone Mayuyu, commune Mukike, province Bujumbura rural, lors de la visite de ce Vice-Président en commune Mukike, en date du 14 au 16 mars 2017. Selon nos sources, ces jeunes ont été accusés de se lamenter à propos du discours prononcé par Gaston SINDIMWO.

22) En date du 15 mars 2017 vers 17 heures, Daniel NSENGIYUMVA alias « to do », jeune homme natif de la colline Rukinga en commune et province Rumonge, a été arrêté par le responsable du SNR en province Rumonge. Ce jeune est un employé d'un partenaire privé exploitant un point de service dénommé « Franchise» par Econet-Leo. Des sources sur place ont indiqué qu'il a été interpellé à son bureau situé au parking de Rumonge. Le responsable du SNR dans cette province l'accusait de faciliter les transferts monétaires d'argent en provenance de l'étranger. Il a été menotté et mis au cachot du SNR à Rumonge. Des sources proches de l'antenne de l'Econet-Leo à Rumonge ont indiqué que les opérateurs privés de point de service de cette entreprise font la vente de tous les produits notamment le service Ecocash, la vente des cartes sim Econet-Leo, des téléphones portables et le service de transfert monétaire appelé «Wordremit». Les abonnés et les non abonnés de cette entreprise peuvent, grâce à ce service, recevoir ou envoyer de l'argent aux membres de leurs familles qui se trouvent à l'étranger. Sa famille et les agents de l'Econet-Leo à Rumonge n'ont cessé de demander qu'il soit libéré.

23) En date du 15 mars 2017, trois membres du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA sont incarcérés au cachot de la commune Muramvya en province Muramvya. Parmi eux, il ya le représentant local du FNL du nom de Célestin SINDAYIGAYA. Ils ont été accusés d'avoir préparé une attaque armée dans laquelle 1 personne a été blessée, sur la colline de Kayange dans la nuit du 13 au 14 mars 2017, selon la police et les autorités locales. D'après Fabien NZEYIMANA, Secrétaire de de parti en province Muramvya, il s'agit d'un montage dirigé contre leurs membres. En novembre 2016, les mêmes militants avaient passé près d'une semaine dans un cachot du commissariat de police de Muramvya. Ils avaient été soupçonnés «d'entretenir une administration parallèle». La justice les avait blanchis. Le responsable du FNL de Muramvya a exigé la libération immédiate des 3 membres de son parti.

24) En date du 16 mars 2017, des policiers et militaires ont arrêtés 23 personnes lors d'une fouille perquisition et contrôle des cahiers de ménages, opérée depuis la 6^{ème} à la 8^{ème} avenue du quartier Mutakura de la zone Cibitoke en Mairie de Bujumbura. Des sources sur place ont

indiqué que toutes ces personnes étaient enregistrées dans les cahiers de ménage. Elles ont été conduites à la zone où elles ont été relâchées après être rançonnées.

25) Trois représentants des étudiants de l'Université du Burundi (UB) et deux autres de l'Ecole Nationale Supérieure (ENS) ont été arrêtés, en date du 16 mars 2017. Il s'agit de Dieudonné BUGIRINDAVYI, Prosper NIYOYITUNGIRA et Patience MBONABUCA de l'UB, ainsi que Eric NIYIRERA et Epipode NIYONGABO de L'ENS. Les informations en provenance de l'UB et de l'ENS ont indiqué que les trois premiers d'UB avaient reçu, dans l'avant midi du 15 mars 2017, des convocations du parquet de Mukaza pour se présenter au bureau n° 26 pour instruction. Les mêmes sources ont indiqué que quand ils se sont présentés au parquet, ils y sont rencontrés deux autres de l'ENS, eux aussi pour l'instruction. Ils étaient accompagnés de deux autorités de cette institution. Tout à coup, selon les mêmes sources, trois camionnettes du SNR sont arrivées et ont embarqués manu militari les cinq représentants des étudiants vers l'un des cachots du SNR en Mairie de Bujumbura. Des sources en provenance du campus Mutanga ont indiqué qu'ils seraient accusés de préparer des mouvements insurrectionnels pour protester contre la nouvelle mesure d'octroi des bourses d'études en pré-bourses. L'autorité rectorale les accuse de collecter des cotisations d'effort de grève. Les cours ont été alors suspendus dans l'après-midi du 16 mars 2017. Ces étudiants ont été relâchés dans la soirée du même jour après 4 heures d'interrogatoire et des menaces au bureau du SNR.

26) Le 17 mars 2017, l'homme d'affaires du nom de MINYURANO Jean Claude a été arrêté illégalement. Ses 2 agents qui travaillent à sa station de vente des produits pétroliers (Kobil Ruyigi) ont également été arrêtés. Il s'agit de BUCANAYANDI Mélance (gérant de la station) et d'une dame qui distribue ces produits pétroliers. Au début, ils ont été accusés de pratiquer un commerce illicite parce que la veille, ses employés avaient été arrêtés entrain de transvaser les produits pétroliers dans le tank via des bidons. Par après le chef d'accusation a changé en approvisionnement des manifestants lors des manifestations contre le 3^{ème} mandat de Pierre NKURUNZIZA ç Bujumbura. Le juge a directement confirmé leur détention préventive. Toutes les personnes qui connaissent le vécu de cet homme d'affaire ont déploré cette détention fondée sur un montage.

27) En date du 18 mars 2017, Emmanuel NTAKIRUTIMA, membre du parti d'opposition MSD et ex-FAB à la retraite, a été arrêté à son domicile situé sur la colline Mbizide la commune Kibago en province Makamba. Il avait été relâché au mois de février 2017 lors de la grâce présidentielle. Ce militaire en retraite avait été arrêté et emprisonné fin 2015. Il était accusé de détention illégale d'armes et participation aux mouvements armés. Les membres de sa famille pensent qu'il est malmené du fait de son appartenance politique.

28) En date du 18 mars 2017, le commissaire adjoint de la police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE), Canésius NIYONGABO, a été incarcéré à la prison centrale de Mpimba. Il avait été arrêté en début de semaine et détenu dans un cachot du SNR. Il serait poursuivi pour avoir fait entrer deux étrangers Syriens sans l'accord d'une commission en charge d'étudier l'octroi de visas aux étrangers et leur permission de s'établir au Burundi. Les deux Syriens seraient des fabricants de fausses monnaies. NIYONGABO Canesius a été conduit à la prison de Mpimba avec l'un des deux Syriens.

29) Dans la matinée du 20 mars 2017, la police a mené un contrôle des cahiers de ménages en commune urbaine de Ntakangwa, zone Gihosha, quartier Mutanga-Nord. L'opération a été concentrée sur l'avenue Kigira. Ces policiers ont, par ailleurs, procédé à une fouille perquisition dans certains ménages. Selon nos sources, au moins 5 personnes suspectes ont été arrêtés et conduites au cachot de la dite zone.

30) Le soir du 21 mars 2017, Jean Marie HABONIMANA, habitant de la zone Kinindo en Mairie de Bujumbura a été porté disparu et les membres de sa famille n'ont plus de nouvelles de lui. En effet, selon les mêmes membres de la famille, il était sorti faire le sport et il n'est jamais revenu.

31) En date du 21 mars 2017, vingt-trois (23) personnes ont été arrêtées par des policiers et des militaires lors d'une fouille perquisition opérée depuis la 13^{ème} à la 15^{ème} avenue en zone urbaine de Cibitoke en commune Ntakangwa de la Mairie de Bujumbura. Elles ont été accusées de ne pas avoir les cahiers de ménages alors que le stock de ces derniers était épuisé. Elles ont été conduites au poste de police de ladite zone et rançonnée. Chacune a du payer une somme variant entre 5.000 et 20.000 FBU pour être relaxée.

32) En date du 21 mars 2017, Amatus NSHIMIRIMANA, un habitant de la zone Maramvya, représentant du parti FNL aile d'Agathon RWASA en commune Mutimbuzi, province Bujumbura rural et membre du conseil communal, a été enlevé puis porté disparu par un agent du SNR connu sous le surnom de Mafyeri accompagné par un groupe d'Imbonerakure à la tête duquel se trouvaient les prénommés Olivier et Sébastien, tous habitants de la zone Maramvya et connus comme auteurs de plusieurs violations des droits humains perpétrées à l'endroit des opposants au pouvoir de Pierre NURUNZIZA. Des sources de son parti ont indiqué que Amatus NSHIMIRIMANA a été enlevé au quartier Carama et aucune nouvelle de lui depuis ce jour. Les proches d'Amatus NSHIMIRIMANA ont confié qu'ils l'ont cherché le 22 mars 2017 dans toutes les prisons et cachots y compris ceux du SNR mais en vain. Une autre source a annoncé qu'Amatus NSHIMIRIMANA aurait été directement conduit dans un cachot clandestin se trouvant dans les enceintes du bar «Iwabo w'abantu» de feu Lieutenant Général NSHIMIRIMANA Adolphe.

33) En date du 23 mars 2017, douze (12) personnes ont été arrêtées par des policiers lors d'une fouille perquisition opérée de la 2^{ème} à la 6^{ème} avenue et plus précisément depuis la parcelle n° 90 à 120 en zone urbaine de Cibitoke de la commune Ntakangwa en Marie de Bujumbura. Selon des sources sur place, ces personnes ont été accusées de ne pas avoir des cahiers de ménages et des reçus d'enlèvements des déchets de ménage alors que ces cahiers existaient bel et bien. Arrivées au poste de police de la zone, elles ont refusé d'être rançonnées et ont fini par être relâchées plusieurs heures plus tard.

34) En date du 23 mars 2017, le nommé SEBUSHAHU de la colline Ngayane en zone Ntunda de la commune Gitaramuka en province Karusi, a été arrêté par un Imbonerakure connu sous le nom de Star NIYONKURU et l'a conduit au cachot du poste de police de la commune Buhiga dans la même province. Selon une source sur place, SEBUSHAHU transportait des passagers sur

sa petite pirogue. Cet Imbonerakure l'a accusé de transporter des rebelles qui vont à Buhiga en provenance de Gitaramuka. Ses voisins ont qualifié cette arrestation d'injuste, d'arbitraire et de montage étant donné que SEBUSHAHU déplaçait des gens qui quittaient le marché en empruntant cette voie.

35) En date du 24 mars 2017, onze (11) personnes ont été arrêtées lors d'une fouille perquisition opérée depuis la 9^{ème} à la 12^{ème} avenue en zone Cibitoke de la commune Ntakangwa en Marie de Bujumbura. Selon des sources sur place, elles ont été accusées de ne pas avoir des cahiers de ménages et des reçus d'enlèvements des déchets de ménage. Arrivées au poste de police de la zone, elles ont refusé d'être rançonnées et ont fini par être relâchées au cours de la même journée.

36) Un militaire Ex - FAB en retraite du nom de Janvier GISOMA alias Kaguruka de la colline Rukaragata, zone Ruyigi, commune et province Ruyigi a été porté disparu depuis le début du mois de mars 2017. Depuis lors, il est introuvable. Les membres de sa famille se sont toujours réservés de donner des informations là-dessus parce qu'ils ont peur pour leur sécurité.

37) En date du 25 mars 2017 vers 3 heures du matin, le prénommé Elias surnommé Général, habitant la colline Kirema, commune et province Kayanza, tout près de l'endroit appelé «Ku rubaho», a été arrêté puis porté disparu par des agents du SNR, qui l'accusaient de posséder des armes. Personne n'a connu où il a été conduit. Les membres de sa famille ont cherché partout mais en vain.

38) Philbert MBONIHANKUYE alias Kabila, membre du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA a été enlevé par un agent du SNR du nom de Félicien MBONIHANKUYE, en date du 27 mars 2017, en Mairie de Bujumbura. Selon le porte-parole du FNL, Aimé MAGERA, Philbert MBONIHANKUYE est l'un des membres du bureau exécutif du FNL en province Karusi. Il serait accusé de falsification des documents et serait incarcéré à l'un des cachots de la capitale, selon le porte-parole de la police Pierre NKURIKIYE.

39) En date du 27 mars 2017, Docteur vétérinaire Juvénal KARAGIRA, président du parti UPRONA aile de Charles NDITIJE en province Kirundo, a été arrêté par des jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir en patrouille dans la réserve naturelle de Murehe puis remis au responsable du SNR à Kirundo avant d'être conduit au cachot de la PJ Kirundo. Selon nos sources, il a été accusé d'aider une femme et ses enfants à traverser vers le Rwanda en passant par un sentier non officiel. Selon la même source, cette femme est la veuve du feu Calixte NTWARAMIHETO, officier de police et Responsable du SNR en province Mwaro, qui venait de mourir mystérieusement. Sa femme se sentant menacée, a décidé de fuir avec tous ses enfants. Le lendemain, Maître Nadine KABATONI, avocate à Ngozi et Jeanne Alice MBAZUMUTIMA, professeur au Lycée Don Bosco de Ngozi, toutes deux sœurs du feu Calixte NTWARAMIHETO ont été enlevées par des personnes non identifiées et conduites dans un lieu inconnu. Les deux femmes ont été relâchées et regagnées leur famille quelques jours après.

40) En date du 28 mars 2017, Élysée DUSHIME, étudiant en faculté d'économie, département des Finances et Comptabilité à l'Université du Burundi a été enlevé tout près de

la station Mogas sur l'avenue de l'Université, non loin du campus Mutanga, puis conduit à l'un des cachots du SNR. Selon des sources sur place, il rentrait de la banque BCCI où il effectuait un stage.

41) En date du 28 mars 2017, un militaire du grade d'Adjudant dénommé Dieudonné MAGWAYINTORE a été arrêté par le SNR à l'aéroport international de Bujumbura en provenance d'une mission de maintien de la paix en Somalie. Selon des sources sur place, d'autres militaires auraient été arrêtés. Les membres de sa famille n'ont pas caché leur inquiétude quant à la sécurité de leur vu la façon dont il a été malmené lors de son arrestation et compte tenu du sort qui est souvent réservé à d'autres militaires et policiers arrêtés de la même façon.

42) En date du 29 mars 2017 vers 14 heures, quatre étudiants de l'Université du Burundi ont été arrêtés par la police sur le boulevard du 28 Novembre en Mairie de Bujumbura. Le secrétaire général adjoint de la représentation des étudiants et ses trois compagnons ont été interpellés au moment où ce secrétaire général adjoint se rendait au campus Mutanga pour répondre à une convocation. Selon des sources sur place, les étudiants sont inquiets de ces arrestations et menaces répétitives et ont décidé de n'est plus répondre aux convocations du chargé de sécurité à l'Université du Burundi jusqu'à la libération de leurs camarades.

43) En date du 30 mars 2017 vers 17 heures, Adrien NKURIKIYE, agronome du PAIVA à Rutegama en commune Rutegama de la province Muramvya, a été arrêté par le SNR à Rutegama. Il a été incarcéré au cachot de Rutegama et, en date du 31 mars 2017, il a été conduit par des agents du SNR vers une destination inconnue.

Sans être exhaustif, au moins 14 personnes ont été portées disparues et 219 personnes ont été arrêtées arbitrairement et détenues illégalement.

1.3. Plan social

Les principaux événements qui ont marqué le secteur social dans notre pays et au cours du mois de mars 2017 sont les suivants :

1) Des Recouvrements forcés fait par l'administration communale de Bubanza : le 4 mars 2017, toute personne qui n'a pas participé aux activités de développement communautaire et qui a une boutique a été sanctionnée par une amende de deux mille frs bu (2.000 FBU). Ce recouvrement a été fait par les élus locaux accompagnés des policiers. Des commerçants frappés par cette mesure injuste ont indiqué qu'ils préféreraient fermer leurs boutiques face à ce genre d'injustice. Rappelons que ces activités qualifiées de travaux communautaires n'ont rien de communautaire car, selon la population, c'est une façon du gouvernement et de son parti CNDD/FDD, de faire la propagande car, dit – t – on, personne, sauf les membres de ce parti ou les sympathisants, ne sont informés sur le lieu du déroulement des mêmes activités.

2) Des pluies torrentielles ont, dans la nuit du 22 au 23 mars 2017, endommagé des maisons et des cultures en province Bubanza. Ces pluies ont blessé des personnes et endommagé des biens. En Commune Gihanga, 19 personnes ont été blessées, 361 maisons ont été détruites et des hectares de maïs, de haricots, de maniocs et de bananes ont été endommagés.

3) En date du 24 mars 2017, les représentants des étudiants du Burundi, dans un document adressé au président de République, ont menacé d'observer un mouvement de grève à partir du 5 avril 2017 au cas où le décret régissant le système des prêts-bourses n'est pas retiré. Dans ce document, les délégués des étudiants ont affirmé que le nouveau système va discriminer les étudiants issus de familles pauvres. Le même jour, les étudiants de l'université du Burundi des classes de baccalauréat ont commencé un mouvement de grève. Ils réclamaient le paiement de deux mois d'arriérés de bourses et le remboursement de frais d'équipement. Selon les mêmes étudiants, la reprise des cours est conditionnée par le versement de ces arriérés.

4) La population de la zone Kigwena dans la commune et province Rumonge dénonce la spoliation de leurs terres par les autorités provinciales. Des sources sur place ont indiqué qu'il y a un projet de construction d'un village de paix dans des parcelles appartenant à ces habitants qui est en cours d'élaboration. C'est pour cela que les propriétaires de ces parcelles exigent d'être indemnisés. Tout a commencé au mois de septembre 2016, lorsque des habitants des collines Cabara et Mayengo de la zone Kigwena ont appris qu'un village de paix allait être construit par l'administration de cette zone dans leurs terres. Ils dénoncent une spoliation de leurs parcelles par l'administration avec au sommet du projet, Juvénal BIGIRIMANA, Gouverneur de la province Rumonge. Le processus de cette expropriation se poursuit au moment où même les résultats d'étude réalisée pour déterminer les propriétaires de ces parcelles ont montré que ces terres appartiennent à la population. Même l'Ombudsman Edouard NDUWIMANA qui s'est rendu sur le lieu a confirmé à la population lesdits résultats selon un des propriétaires de ces terres. Malgré cela, après les travaux communautaires du 18 mars 2017 qui ont été effectués sur ces terrains, le Gouverneur a annoncé que personne parmi les dix propriétaires de ces terrains n'avait le droit d'y effectuer des travaux champêtres. C'est ainsi que la population de la zone Kigwena accuse le Gouverneur de la province Rumonge de vouloir spolier leurs terres sans indemnités.

2. LES ATTEINTES AU DROIT A LA VIE ET A L'INTEGRITE PHYSIQUE

2.1. Présentation générale

Au cours du mois de mars 2017, comme d'ailleurs au cours des autres mois antérieurs, plusieurs personnes ont été tuées mais, pour la plupart des cas, les auteurs sont restés non identifiés. Le phénomène de cadavres retrouvés dans plusieurs coins du pays est très alarmant. On ne peut pas passer sous silence la chasse à l'homme et la répression qui se font à l'endroit des militaires et policiers ex - FAB qui sont souvent qualifiés de soutenir l'opposition et qui sont arrêtés, emprisonnés voire même tués.

Voici quelques cas emblématiques :

1) Dans l'après - midi du 2 mars 2017, un homme non identifié a été découvert sans vie à la périphérie du quartier de Shatanya en commune et province Gitega. Selon l'entourage, la personne aurait été jetée dans une fosse contenant de l'eau. Selon le chef de quartier Eugène MANIRAKIZA qui était sur les lieux, les circonstances de cette mort étaient mystérieuses.

2) Diomède BIGIRIMANA Ex-FAB, qui était porté disparu depuis le 03 mars 2017, a été retrouvé mort le 08 mars 2017 non loin de son domicile sur la colline Buhinyuza, zone Mariza en commune Burambi et province Rumonge. L'administration a vite autorisé son enterrement car le corps de la victime était dans un état de décomposition. Selon les témoins qui étaient sur les lieux lors de son inhumation, la victime avait reçu un coup de poignard à son œil droit qui a

percé sa tête. Sa famille pense qu'il a été tué dans un autre endroit pour enfin déposer son corps près de son domicile. La victime était partie chercher un crédit au bureau de la CECAD à Rumonge. Signalons que deux autres retraités ex -FAB voisins de la victime étaient en prison au cachot de la police à Rumonge dès le 26/02/2017. Ils ont été arrêtés par le responsable du Service National de Renseignement dans cette province, accusés de détention illégale d'armes alors qu'aucune arme n'a été saisie lors de la fouille perquisition opérée à leurs domiciles.

3) En date du 04 mars 2017 vers 22 heures, un jeune garçon de 14 ans du nom de CIZA a été assassiné. Le crime a eu lieu sur la colline de Rusiga, en province de Cibitoke. Selon la police, l'adolescent a été poignardé au niveau de la poitrine puis égorgé et jeté, par des malfaiteurs non identifiés, dans la toilette du bar où il travaillait.

4) En date du 6 mars 2017, un homme non identifié a été découvert sans vie sur la colline Gabiro - Ruvyagira se trouvant en commune Rugombo de la province Cibitoke.

5) Dans la matinée du 7 mars 2017, trois (3) corps de pêcheurs (Elie NZOJIBWAMI, BUYOBOKE et le prénommé Samuel) ont été retrouvés dans le lac Cohoha se trouvant en commune Bugabira de la commune Kirundo. Selon des sources sur place, les 3 pêcheurs auraient été fusillés et les auteurs seraient des militaires rwandais.

6) Dans la matinée du 7 mars 2017, Raphaël BARUMBANZE a été découvert sans vie dans une fosse, tout près de l'école fondamentale de Kibuye en commune Bukiransanzi de la province Gitega. Selon le chef de colline, la victime était porté disparue depuis le 3 mars 2017.

7) En date du 8 mars 2017, un homme non identifié a été tué par des personnes armées non identifiées sur la colline Kizingoma en commune Gihogazi en province Karusi. Selon des témoins qui ont vu le corps du défunt, l'homme aurait été tué à la grenade.

8) Dans la nuit du 9 mars 2017, NIYONDIKO Isidore a été fusillé par des hommes armés non identifiés sur la colline de Makombe en zone Gatete située en commune et province Rumonge.

9) En date du 09 mars 2017, un corps sans vie de BIGIRINDAVYI Emmanuel (58 ans), ex-FAB retraité, a été repêché dans la rivière Mubarazi, à proximité du quartier de Rwasazi. Le défunt était natif de la colline Murambana, zone Bugarama, commune et province de Muramvya. Des témoins ont indiqué que son corps présentait des blessures au niveau de la tête.

10) En date du 9 mars 2017, sur la colline Mubuga, zone Buhangura, commune Mbuye, province Muramvya, un prénommé Evariste a été battu à mort par des Imbonerakure dont un certain Dismas, un Imbonerakure de cette localité. Il est mort sur place.

11) Dans la matinée du 10 mars 2017, deux hommes non identifiés ont été découverts sans vie sur la colline Matara de la commune et province Kirundo. Selon des personnes qui ont vu les 2 victimes, elles ont été retrouvées dans une fosse d'extraction minière. Selon les mêmes sources, elles étaient ligotées. Au moment de la découverte, les 2 corps sans vie étaient en état de décomposition. Ils présentaient des blessures au niveau de la tête, selon les mêmes sources.

12) Le soir du 10 mars 2017, Emmanuel CIZA, veilleur d'une boutique située sur la colline Rutegama dans un endroit communément appelé « Kumasanzira », en commune Rutegama de la province Muramvya, a été tué à coup de machette par un groupe d'hommes non identifiés.

13) Le soir du 10 mars 2017, BARAKAMFITIYE Phénias de la colline Rushima en commune Mugina en province Cibitoke a été tué par des personnes armées non identifiées. Selon des sources sur place, il aurait été tué à coup de machettes. La victime serait accusée de sorcellerie.

14) Le soir du 10 mars 2017, un retraité militaire du nom d'Emmanuel BIGIRIMANA, originaire de la zone de Burambana en commune et province Muramvya, a été découvert sans vie. Son corps était dans la rivière Mubarazi, à proximité du quartier de Rwasazi de la commune et province Muramvya. Des témoins ont indiqué que le corps présentait de blessures au niveau de la tête.

15) En date du 11 mars 2017, NSAGUYE Jonathan de la Colline Rushiha, commune Musigati en province Bubanza a été tué par ses voisins l'accusant de la sorcellerie. Après avoir subi plusieurs coups de bâtons et de machettes, il a succombé à ses blessures. La victime avait longtemps signalé aux autorités administratives et policières que sa vie était en danger mais sans succès. Sept présumés assassins (NGENDAHORURI Nephtali, HITIMANA Léopold, CIZA Deo, NKORERIMANA Claude, NTUNZWENIMANA, BAYAVUGE Philippe et NTAHORUTARI Ezéchiel) sont en prison de Bubanza.

A la même date, NDAYIZEYE Jean-Luc de la commune Bubanza, colline Gitanga a été lui aussi tué par la population à l'aide des bâtons. Il était accusé de banditisme. La police est intervenue mais la victime était déjà morte.

16) Dans la matinée du 13 mars 2017, deux corps ont été découverts sans vie, dans la rivière Siguvyaye et plus précisément au pied de la colline de Buta où cette rivière passe. L'une des victimes est un jeune homme de la composante sociale Twa dénommé Fabrice NIYONKURU de la colline de Mututu, porté disparu depuis la veille. L'autre s'appelait Désiré NZISABIRA né à Songa dans la province Gitega. Son corps était en décomposition. Les circonstances de la mort de ces deux personnes n'ont pas été élucidées par la police. La population de cet endroit craint qu'il s'agirait d'une exécution faite ailleurs et que le corps serait transporté pour être jeté dans



cette rivière. Précisons que cette colline se trouve en commune et province Bururi. Signalons aussi que c'est l'administration qui s'est chargé de l'enterrement de ces défunts.

L'image ci - contre montre le corps de Désiré NZISABIRA, un des défunts repêchés dans la rivière Siguvyaye

17) Dans l'après - midi du 13 mars 2017, un homme non identifié a été découvert sans vie à la périphérie du quartier Yoba de la ville de Gitega. Selon l'entourage, la victime avaient de nombreuses traces de coups sur son corps. Les assassins n'ont pas été identifiés.

18) En date du 14 mars 2017, Zachée NIYOMWUNGERE, enseignant de l'école fondamentale de Bukemba situé en commune Bukemba de la province Rutana a succombé à ses blessures à l'hôpital de Gitega. Il avait été

arrêté, le 9 mars 2017, par le responsable du SNR de Rutana, JOVIN CISHAHAYO et emprisonnée à son domicile. NIYOMWUNGERE a subi à maintes reprises des actes de torture, selon nos sources. Toujours d'après nos informations, l'agent du SNR a tenté de le remettre à la police locale pour qu'il y soit détenu mais les policiers ont refusé d'emprisonner cet enseignant étant donné qu'il vomissait du sang. La victime a alors été évacuée vers l'hôpital de Rutana avant d'être transféré vers l'hôpital de Gitega où il est mort. Les raisons de son arrestation n'ont pas été connues. L'information recueillies sur place ont indiqué que Gordien NZEYIMANA et Bosco KWIZERA, gardes de corps de Jovin CISHAHAYO responsable du SNR à Rutana, ont été arrêtés, puis relaxés par le parquet de Rutana tandis que leur chef a été muté en province de Makamba.

19) En date du 14 mars 2017 vers 16 heures, sur la colline Kigamba de la commune et province Ruyigi et plus précisément dans les montagnes se trouvant à la frontière de la commune Butezi et Ruyigi, il y a été retrouvé un corps sans vie d'un jeune homme déshabillé et avec beaucoup de blessures. L'administration a donné l'ordre de l'enterrer, dans la matinée du 15 mars 2017 sans que des enquêtes soient faites. La population a cru que cette personne aurait été tuée ailleurs, après quoi, son corps aurait été transporté et jeté à cet endroit puisque personne ne l'a reconnu.

20) En date du 16 mars 2017, deux corps sans vie ont été découverts sur la colline Vugizo en zone Gatumba de la commune Mutimbuzi en province de Bujumbura Rurale. Il s'agissait de NDIKUMANA Jimmy et NYANDWI Elie.

21) Dans la nuit du 17 au 18 mars 2017, Marie et BARAZITSA (couple) de la colline Yogero en commune Gisuru de la province Ruyigi ont été tués décapités. Ils ont été sauvagement coupés les bras et jambes. Selon l'entourage, tous les deux vieillards seraient accusés de sorcellerie. Les présumés auteurs n'ont pas été identifiés.

22) En date du 18 mars 2017, BUZUNGU Audace de la colline Kinyinya II en commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura Rurale a succombé à des coups et blessures lui infligés, à son domicile, par des hommes armés non identifiés. Il avait été victime d'une attaque en date du 17 mars 2017.

23) En date du 19 mars 2017, BUKURU Adam a été retrouvé sans vie sur la colline Mpehe de la zone Bugarama en commune et province Muramvya. Ce corps a directement été conduit à la morgue de Muramvya. Selon des témoignages des personnes qui se sont rendues sur les lieux du drame, le défunt avait un plait sur la tête ; ce qui signifie qu'il aurait été tué. Deux personnes ont été arrêtées par la police pour des raisons d'enquête. Ce cadavre a été identifié après une semaine. Il s'agissait de Maurice NDAYIRAGIJE (25 ans) fils de BAVEKURE Gervais et de NSAVYIMANA Madeleine de la colline Kivumu en commune et province Ngozi. Il exerçait le métier de taxi moto et habitait le quartier Gasekebuye de la zone Musaga en Mairie de Bujumbura. Il avait été porté disparu depuis le 18 mars 2017, jour où il a parlé pour la dernière fois avec sa femme, en lui disant qu'il va à Bugarama avec son ami, et par après son tel était éteint.



L'image ci - contre montre le corps du défunt.

24) En date du 20 mars 2017, un corps sans vie d'un officier de police, OPC1 Charles NDIKUMANA, a été découvert dans la clôture de la paroisse Saint Joseph située en commune urbaine de Ntakangwa, zone Ngagara, quartier 3. Deux veilleurs de la paroisse Saint Joseph ont été interpellés pour question d'enquête selon le porte - parole de la police Pierre NKURIKIYE.



L'image ci - contre montre le corps sans vie de l'officier NDIKUMANA Charles.

25) KABURO Serges, Directeur de l'Ecole Fondamentale de Musumba en commune Kinyinya de la province Ruyigi a, dans la matinée du 21 mars 2017, été trouvé mort étant dans sa chambre; les jambes sur le lit et la tête par terre. Selon des sources sur place, il avait passé la journée du 20 mars 2017 dans une rencontre d'évangélisation. Les voisins s'imaginent qu'il aurait été empoisonné.

26) Un cadavre d'un homme a été retrouvé, le matin du 22 mars 2017, sur la colline Nyabitaka dans un endroit communément appelé « Kayogoro » situé en zone Nyabitare de la commune Gisuru en province Ruyigi. Selon le chef de poste de police dans la commune Gisuru, l'identité de la personne n'a pas été connue. Toutefois, il a indiqué que les enquêtes ont directement commencé pour identifier l'auteur. Les Imbonerakure se sont acharnés contre toutes personnes de cette localité qu'ils doutaient de l'opposition; craignant qu'ils peuvent prendre des images de la personne et aussi savoir les causes de cette assassinat.

27) Dans la nuit du 22 au 23 mars 2017 vers 22 heures 30 minutes, KOBERO Jacques de la colline Gasenyi en commune Nyarusange de la province Gitega a été tué, dans un attentat à la grenade perpétré à son domicile par des hommes armés non identifiés. La victime est le fils de Vénérend KAZOHERA, un homme d'affaires très influent dans le parti CNDD/FDD. Les motifs de cet assassinat sont restés inconnus. Toutefois, les voisins ont évoqué des motifs de banditisme. Les assaillants n'ont jamais été identifiés.

28) Dans la nuit du 22 au 23 mars 2017, le prénommé Barthélemy de la colline Nyabikaranka (sous colline Ryirengeye) en commune et Kayanza a été tué à la machette par des hommes armés non identifiés.

29) NIYONGABO Innocent, veilleur d'une boutique située sur la 7^{ème} avenue en village 3 de la commune Gihanga en province Bubanza a été découvert sans vie dans le même village, dans la matinée du 27 mars 2017. Selon l'entourage, la victime présentait de blessure au niveau de la tête.

30) Le soir du 27 mars 2017, un corps d'un homme non identifié a été retrouvé sans vie à la 4^{ème} avenue de la colline Kagazi en commune Rugombo de la province Cibitoke et plus précisément tout près de la rivière Dogodogo située dans la même commune.

31) Dans la nuit du 28 au 29 mars 2017, Concilie MVUYEKURE de la colline Murehe en commune Mbuye de la province Muramvya a été victime d'une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés. Elle a été tuée à la machette quand elle rentrait chez elle. Elle aurait reçu de coups de machette qui lui ont fait perdre la vie.

Au moins 46 personnes ont été tuées et 22 autres blessées. Notons que plusieurs cadavres ont été découverts ici et là dans le pays.

2.2. Répartition par province des cas d'atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique

Catégories d'auteurs Localité	Militaires		Policiers		Civils		Groupes armés		Non identifiés		Total	
	T	B	T	B	T	B	T	B	T	B	T	B
Bubanza	0	0	0	0	2	0	0	0	1	0	3	22
Bujumbura Mairie	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	2
Bujumbura rural	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	2
Bururi	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	10
Cankuzo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cibitoke	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4	1
Gitega	0	0	1	0	0	0	0	0	5	0	6	0
Karusi	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Kayanza	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Kirundo	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0
Makamba	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Muramvya	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0
Muyinga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mwaro	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Ngozi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rumonge	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	3	0
Rutana	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4	0
Ruyigi	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5	0
Total	0	0	1	0	2	0	0	0	43	0	46	22

3. CAS DE TORTURE, DE TRAITEMENT INHUMAIN, CRUEL OU DEGRADANT

Comme nous le disons souvent dans nos rapports, nous n'avons plus les possibilités de faire une observation des cas de torture et d'autres mauvais traitements. Toutefois, les victimes qui parviennent de sortir des cachots clandestins où la plupart de personnes arrêtées subissent tous les maux et en meurent souvent n'hésitent pas à nous faire un récit du calvert vécu. De plus, les familles des victimes nous approchent pour solliciter un secours quelconque. Voici les cas emblématiques parmi ceux qui ont été connus :

1) En date du 1^{er} mars 2017, Jean Marie KWIZERA, originaire de la colline Mparambo II, zone et commune Rugombo, province Cibitoke, a été subi des traitements inhumains, cruels et dégradants lui infligés par 3 Imbonerakure de cette localité. Selon des sources sur place, ce

jeune Imbonerakure était accusé de vol d'une bicyclette et il a été sérieusement tabassé par ses collègues. Les 3 Imbonerakure ont été arrêtés et conduits dans un conteneur servant de cachot de la commune Rugombo.

2) NIBOGORA, jeune fille de 17 ans de la colline Ruharo en commune Nyabitsinda de la province Ruyigi a subi des actes de torture de la part des Imbonerakure. Elle a été arrêtée, ligotée et suspendue par des Imbonerakure dont TUYIKORERE David et Ferdinand KANANI après l'avoir accusée le vol d'une somme d'argents de NYANZIRA Libère, le père de KANANI et éducateur à cette fille parce que ses parents sont à exil en Tanzanie. Ligotée bras et jambes en arrière jusqu'à ce que la poitrine a failli claquer et sérieusement battue tout le corps, gonflée et blessée, ils l'ont cachée et intimidée pour qu'elle ne dévoile pas les faits. Les administratifs locaux ont obligé les tortionnaires de payer 30.000 FBU afin de taire cette abomination. Selon nos sources, l'enfant est resté, plusieurs jours durant, en cachette.

3) En date du 3 mars 2017, le prénommé Emmanuel, membre du parti d'opposition FNL aile de RWASA Agathon a subi des traitements inhumains lui infligés des Imbonerakure. Il a été battu par des Imbonerakure de la commune Butaganzwa, dirigés par Ferdinand BANYANKIMBONA. Emmanuel a été, par la suite, incarcérée au cachot de la commune Butaganzwa.

4) En date du 8 mars 2017 aux environs de 14 heures 30 minutes, alors que Manassé NDIZEYE partageait un vers avec les autres y compris deux policiers dans une buvette « Chez Martin » en commune Gihanga de la province Bubanza, ces policiers sont sortis du bistrot et sont allés appeler les autres pour venir l'arrêter. Sans aucune pièce judiciaire, ils l'ont conduit au poste de police où il a subi plusieurs coups de bâtons pendant deux heures étant ligoté. Il était accusé d'avoir tenu des propos mensongers sur le sous-officier Edouard NIYIBIZI, décor : il aurait dit que ce dernier serait à la base des désordres dans cette commune. Selon sa famille, il a été libéré le 10 mars 2017 aux environs de 9 heures. Des sources ont indiqué que des traces des bâtons étaient encore visibles sur son corps et sa bouche était gonflée à sa libération. Sa famille n'a cessé de demander que justice soit faite.

5) En date du 8 mars 2017, vers 13 heures, au bar chez Martin en commune Gihanga, province Bubanza, Manassé NDIZEYE, lauréat de la faculté de droit à l'Université du BURUNDI a subi des traitements inhumains, cruels et dégradants lui infligé par des policiers puis détenu au cachot de la brigade de Gihanga. Selon nos sources, Manassé NDIZEYE partageait un verre avec des amis. La victime a été accusée d'avoir tenu des propos mensongers sur le sous-officier De corps de la brigade de Gihanga Edouard NIYIBIZI. Selon les mêmes sources, Gisesa, AT du commandant de la brigade a appelé Edouard Niyibizi pour l'informer des propos tenus par le jeune Manassé NDIZEYE. Il aurait dit que le Brigadier est un fauteur de troubles dans la commune de Gihanga ; propos que personne ne confirme à part l'AT du commandant. Manassé NDIZEYE a été conduit, dans un état critique, au cachot de la brigade de Gihanga. Ses pieds étaient gonflés et il avait du mal à s'asseoir et à se coucher à cause des coups reçus.

6) En date du 10 mars 2017, deux enfants prénommés Levis et Didier ont subis des traitements inhumains de la part d'un Imbonerakure prénommé Jules. Ces deux enfants étaient en train de jouer tout près du monument du parti CNDD-FDD situé entre la 7^{ème} et la 8^{ème} avenue en zone Cibitoke de la Mairie de Bujumbura. Après être tabassés, ils ont été secourus et conduits au CDS de la localité.

7) En date du 17 mars 2017, Jean Marie BIGIRIMANA de la colline Buhiga en commune Buhiga de la province Karusi a été torturé par deux policiers de la position située au chef-lieu

de la zone Buhiga. Selon des sources sur place, Jean Marie BIGIRIMANA était sorti de sa cellule où il était détenu par deux policiers de la position située au chef-lieu de la zone Buhiga qui l'ont torturé avant de le faire retourner au cachot.

8) En date du 23 mars 2017 vers 10 heures, en zone Gomvyi, commune Mutambu, province Bujumbura rural, Vianney NDUWAYO, déplacé de 1993 en commune Mukike s'est rendu à sa commune natale de Mutambu pour voir ses propriétés. Selon nos sources, sur le chemin, il a été torturé par des jeunes Imbonerakure dont Elysée SINDIHEBURA, Joseph NDAYEGAMIYE et Jean Pierre MUGIRANEZA. Ils accusaient d'être un informateur des rebelles.

9) Jérôme BAPFUMUKEKO, membre du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA, exerçant le métier de motard, résidant sur la colline Buzige, zone Ruyaga, commune Kanyosha, province Bujumbura rurale, a, en date du 25 mars 2017, subi des traitements inhumains et dégradants lui infligés par un policier surnommé Musatirizi. Selon des sources sur place, Jérôme BAPFUMUKEKO a été accusée de ne pas vaquer aux travaux communautaires. Après être tabassé, il a été conduit au cachot de police de la commune Kanyosha. Il a été relâché, en date du 27 mars 2017, après paiement d'une amende de 5.000 FBU.

10) En date du 25 mars 2017 vers 17 heures, le nommé Siridiyo de la commune Kabarore en province Kayanza a subi des traitements inhumains et dégradants lui imposés par un Imbonerakure du nom de Jérôme MANIRAFASHWA. Il a été tabassé jusqu'à ce qu'il vomisse du sang. La cause de tout cela est que Siridiyo a refusé d'acheter une bière à cet Imbonerakure. La population l'a exigée d'aller le faire soigner.

Sans être exhaustif, au moins 16 torturées et de mauvais traitement ont été répertoriés au cours du mois concerné par le présent rapport.

4. CONCLUSION

Au cours de la période couverte par le présent rapport, plusieurs violations des droits de l'Homme ont été enregistrées: au moins 35 personnes tuées et 22 blessés, 14 portées disparues, 16 torturées et 219 arrêtées arbitrairement et détenues illégalement. Un nombre alarmant de cadavres ont été retrouvés dans plusieurs coins du pays. Des policiers, des agents du SNR, des jeunes Imbonerakure affiliés au parti CNDD-FDD au pouvoir sont pointés du doigt comme étant les auteurs de la plupart de ces violations de droits humains.

Des membres du parti d'opposition FNL aile d'Agathon RWASA et des habitants des zones dites contestataires du troisième mandat sont la cible privilégiée de la répression organisée par le régime de Pierre NKURUNZIZA. De plus, plusieurs militaires et policiers ex-FAB ont été aussi victimes de répression au cours de cette période du rapport, présumés être opposés à ce mandat.

En définitif, nous pensons que, au regard du nombre de personnes qui sont tuées chaque jour, nous lançons un appel vibrant à l'endroit du chef de l'Etat et de la police nationale. En effet, pour ramener la paix et la sécurité de la population dans tout le pays, le Président de la République devrait accepter des négociations inclusifs et sans cache - cache. De plus, il devrait instruire la police de sécurité intérieure afin qu'elle soit une police de proximité prête à secourir la population au lieu d'être persécutrice de la population.